

« Je serais heureuse si l'Etat palestinien existait »

Haute représentante de l'UE, Federica Mogherini va effectuer sa première visite en Israël et en Palestine



ENTRETIEN

BRUXELLES - bureau européen

Entrée en fonctions le 1^{er} novembre, Federica Mogherini, la haute représentante de l'Union européenne (UE) pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a accordé au Monde et à cinq quotidiens européens sa première interview.

Comment jugez-vous les élections organisées, le 2 novembre, dans l'est de l'Ukraine ?

C'est un sujet crucial, sur lequel j'avais eu des entretiens préalables avec le président ukrainien et le ministre russe des affaires étrangères. Il fallait faire en sorte que cette prétendue élection n'anéantisse pas le processus de Minsk, le premier protocole d'accord conclu entre la Russie et l'Ukraine. Le préserver est clairement plus difficile aujourd'hui qu'hier mais, s'il échoue, il sera quasiment impossible de relancer un dialogue. Le signal donné dimanche n'est pas encourageant, mais je note que le ministre russe des affaires étrangères a parlé du « respect » et non de la « reconnaissance » du scrutin.

Vous diriez que l'Ukraine est aujourd'hui un pays divisé ?

Non. Nous pensons qu'il est toujours possible de gérer les différences, qui existent depuis longtemps dans le pays, dans le cadre de l'unité de celui-ci. On possède suffisamment d'exemples, en Europe, d'Etats où cohabitent différents systèmes institutionnels.

Vous avez manifesté un doute quant à l'efficacité des sanctions européennes à l'égard de Moscou. Pourquoi ?

Les sanctions peuvent être maintenues, accrues ou réduites en fonction de la situation sur le terrain. Au plan économique, elles fonctionnent. La question à débattre est celle de leur efficacité au plan politique. Peuvent-elles modifier l'attitude du pouvoir russe ? La question est ouverte et la réponse appartient à ce pouvoir. Mais les Européens aussi devront y répondre.

Des secteurs économiques s'inquiètent de l'impact des sanctions sur l'Europe et prônent un allègement...

On a indiqué que la charge devait être partagée et soutenable pour chaque Etat membre et pour l'Europe dans son ensemble. On pourrait donc définir des plans de soutien aux secteurs qui souffrent le plus.

Quelle est votre position à l'égard de l'éventuelle livraison par la France des Mistral à la marine russe ?

Il ne me revient pas de commenter cette question.

Angela Merkel fait-elle la politique européenne vis-à-vis de la Russie ?

Comme ministre, j'ai observé l'importance de la politique extérieure de l'Allemagne. Je me réjouis que Berlin s'implique au niveau européen. Cela ne signifie pas que la politique d'autres pays est moins importante. Je ne dirai jamais qu'une politique européenne doit se substituer aux politiques nationales dans le domaine des affaires étrangères et de la sécurité. Mais nous pouvons nous fonder sur elles pour élaborer une stratégie commune.

Pour les dirigeants ukrainiens, l'adhésion à l'Union reste l'objectif à atteindre. Quelle est votre position ?

Nous avons montré, dans le dossier énergétique, notre implication et notre volonté de soutenir l'Ukraine. Pour le reste, nous devons être cohérents, crédibles et conséquents. Les traités existent, l'adhésion est une possibilité, une perspective, et il ne m'appartient pas d'en décider.

La Suède a reconnu récemment l'Etat palestinien. L'Union pourrait-elle parler d'une seule voix à ce propos ?

Je veux forger une stratégie, une vision et une politique communes, mais la question de la reconnaissance d'un Etat est une compétence des Etats. Je compte, bien sûr, utiliser le potentiel de l'Union dans cette région et c'est pour cela que j'effectuerai ma première visite en Israël et en Palestine, à la fin de cette semaine. L'action européenne peut y être déterminante à un moment qui est sans doute le plus difficile que la région ait connu. Notre stratégie pour la région doit inclure aussi le Liban, la Jordanie, l'Irak, la Libye, etc.

Nous pouvons faire partager à ces différents acteurs la perception d'une menace commune, d'un intérêt commun et d'une urgence. Et favoriser une approche concertée, incluant la question de la Palestine et des relations entre le monde arabe et Israël. Il sera, en effet, difficile de garantir la sécurité pour ce pays sans un cadre plus large impliquant les pays arabes. Un accord global de ce type faciliterait la résolution du dossier israélo-palestinien. Je serais heureuse si, au terme de mon mandat, l'Etat palestinien existait. Il y a un besoin d'Europe dans la région : c'est le message qu'adressent en ce moment Israéliens, Palestiniens et principaux pays arabes.

Pourquoi ces dirigeants penseraient-ils ainsi aujourd'hui ?

Plusieurs éléments se mêlent : le processus de paix, l'action de Daech [acronyme arabe de l'Etat islamique], les conflits en Irak et en Syrie, la situation du Liban, de

la Jordanie, de l'Egypte, voire de la Turquie. L'UE a la meilleure capacité de compréhension de ces dossiers et la possibilité de les influencer, même si les Etats-Unis y jouent naturellement un rôle. J'ajoute que l'Europe ne peut être éternellement le payeur sans jouer un rôle politique.

Quel peut être l'impact de l'Etat islamique dans la région ?

Un effet déstabilisateur pour l'Egypte, les pays du Golfe, l'Irak, la Turquie, voire l'Iran. La situation créée par Daech va aboutir à tester la volonté politique des pouvoirs en place, y compris ceux de Palestine et d'Israël. A cet égard, si rien ne bouge, nous aurons un nouvel épisode dramatique à Gaza dans un an. Pire que les précédents peut-être.

L'une des conséquences pour l'Europe de l'instabilité dans la région est l'afflux de migrants. Comment agir ?

La politique de migration relève, bien sûr, de la politique intérieure, mais il faut s'intéresser aux racines du phénomène et développer une politique de relations extérieures pour traiter avec les pays de transit ou faire en sorte, par une politique de développement, que des gens soient moins tentés par l'exil.

Les récents débats sur l'immigration ont montré le peu d'intérêt de certains pays pour une action commune...

Le projet européen repose sur le partage de valeurs et d'intérêts communs. Partager les valeurs européennes est simple, les intérêts un peu moins... Or, ils existent et la gestion des flux migratoires en fait partie. Les citoyens européens savent bien que plus aucun pays ne peut gérer seul les défis immenses qui sont à nos portes. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-PIERRE STROOBANTS AVEC
« GAZETA WYBORCZA »,
« THE GUARDIAN », « EL PAIS »,
« LA STAMPA »
ET « SÜDDEUTSCHE ZEITUNG »

LES DATES

16 JUIN 1973

Naissance à Rome.

1996

Débuts politiques au sein de la Jeunesse de gauche, affiliée au Parti démocrate de la gauche.

2008

Elue députée.

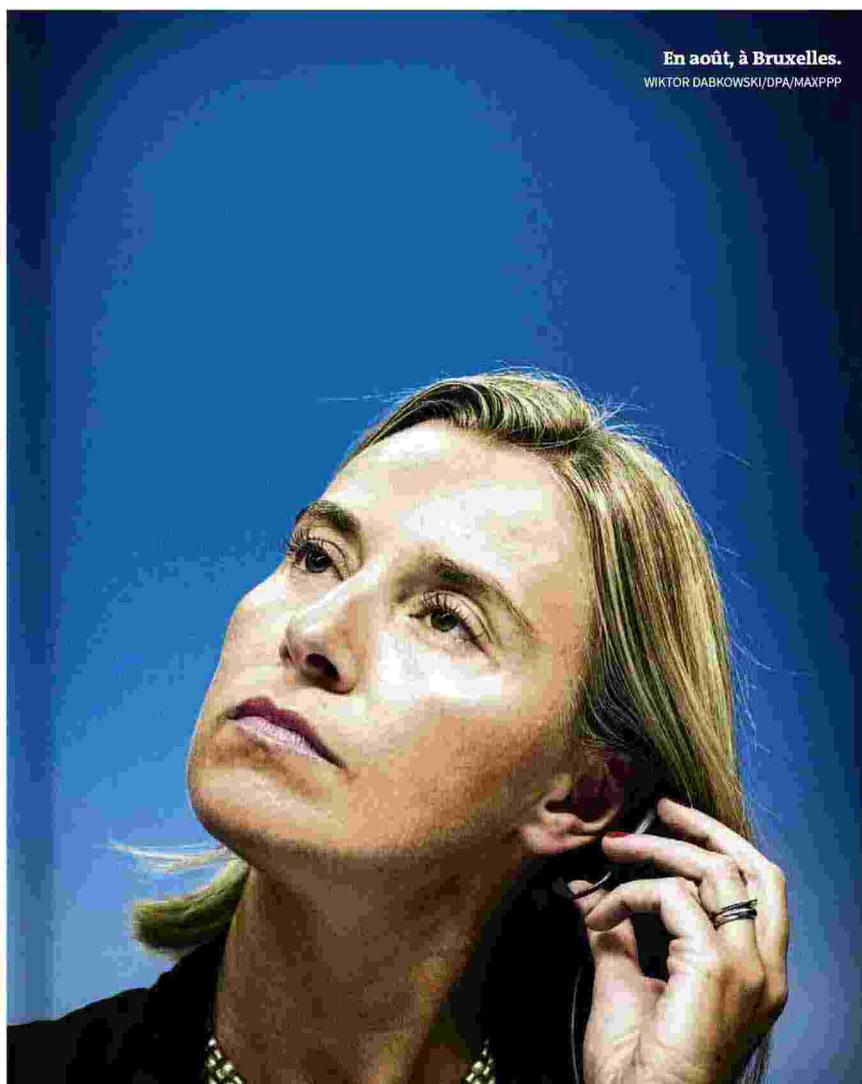
22 FÉVRIER 2014

Nommée ministre des affaires étrangères du gouvernement de Matteo Renzi.

30 AOÛT

Désignée haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

« L'Union européenne ne peut être éternellement le payeur sans jouer un rôle politique »



En août, à Bruxelles.
WIKTOR DABKOWSKI/DPA/MAXPPP



Ritaglio stampa ad uso esclusivo del destinatario, non riproducibile.

Codice abbonamento: 045688